



ÎLE-DE-FRANCE | Petits effectifs, « Marseillaise », uniformes... Face au décrochage scolaire, dans certaines zones prioritaires le réseau de ces établissements hors contrat redonne de l'espoir aux élèves. Le prix et le concept séduisent les parents. Mais l'opinion reste partagée.

La recette controversée des écoles

Espérance banlieues

JULIE OLAGNOL
ET STÉPHANE CORBY

AMIR A LONGTEMPS ÉTÉ SEUL. Premier et unique élève du Cours la Galiote, ouvert en plein confinement à Poissy (Yvelines) en 2020, ce jeune de CE1 a découvert en solo le concept des écoles privées hors contrat du réseau Espérance banlieues. Accompagné du directeur Fabien Langlois, le petit Yvelinois commence sa semaine par la montée des couleurs dans la cour de récréation. Un an plus tard, ils sont 32 élèves à franchir chaque matin les grilles du château de Villiers – et sa mini-ferme pédagogique – où les trois classes du Cours la Galiote sont installées.

Autre lieu, autre ambiance au Cours Charlemagne, ouvert à proximité de la dalle d'Argenteuil (Val-d'Oise) en 2017 avec 9 élèves. Mais le cérémonial du lever du drapeau reste le même, cette fois chaque matin. Désormais, 106 élèves, du CP à la 5^e, fréquentent les préfabriqués au pied des immeubles du quartier prioritaire du Val-d'Argent-Nord. Une nouvelle classe est ouverte chaque année. Pour augmenter sa capacité d'accueil, l'école a dû déménager.

« On a reçu un peu plus de demandes cette année car il y a un déficit d'offres dans le secteur, explique Benoît de Longvilliers, le directeur du Cours Charlemagne. On récupère aussi des candidatures de parents qui faisaient l'école à la maison. Il nous restait huit places pour des extérieurs pour une trentaine de demandes en CP. On donne la priorité aux petits frères et sœurs. » Pour Grégory, le bouche-à-oreille a fonctionné et il a inscrit à Poissy sa fille Aïcha, 6 ans, quitte à venir chaque matin de

Guyancourt, situé à 25 km. « Ma fille avait besoin d'une structure avec davantage d'accompagnement personnalisé, confie-t-il. Mon fils Abdallah, 3 ans et demi, devrait suivre. »

Le Cours Charlemagne attache « beaucoup d'importance au comportement ». Chaque matin, avant le discours du directeur sur des questions d'actualité, chaque professeur appelle l'élève méritant de la veille. « Hier, ce n'était pas facile en français mais vous avez été courageux. Je vous encourage à toujours choisir d'être courageux », lance la maîtresse à Mohamed, en CE2 à Argenteuil. Ce matin-là, elle le renvoie tout de même illico chez lui changer de pantalon : il porte un jogging. Elle vouvoie les écoliers ; le ton est strict mais bienveillant.

Écriture syllabique, méthode de Singapour pour les maths

L'école « à taille humaine » se distingue par ses petites classes à 15 élèves. En cours, des méthodes d'apprentissage « qui ont fait leurs preuves » : écriture syllabique pour la lecture, méthode de Singapour pour les mathématiques et histoire chronologique. En préambule, une fillette dresse l'emploi du temps de la journée. La maîtresse annonce le programme et les futures interrogations de la semaine. Plus curieux, les élèves réclament eux-mêmes la chanson « Allons enfants... », annulée en raison de la pluie. Vient le temps de l'éphéméride, qui est aussi l'occasion de réviser la carte du monde. Le midi, hors Covid, les repas sont pris en équipe interclasses avec des enfants de toutes les tranches d'âge. Avant de s'attacher au pique-nique préparé par leurs parents, les écoliers ont une pensée pour ceux qui ne mangent pas à leur faim. Ils bénéficient aussi d'un accompagnement personnalisé.

Au Cours la Galiote, l'année sera rythmée par deux projets : l'un culturel, en partenariat avec le conservatoire de musique de Poissy, et l'autre sportif, avec un apprentissage de l'aviron sur le bassin de Mantes-la-Jolie, où est implantée l'une des trois écoles des Yvelines. « On est là pour le bien des enfants. C'est hypergratifiant quand un jeune en difficulté se met à lire, explique Benoît de Longvilliers. On accompagne les parents

parfois un peu désemparés, on les aide à mettre un cadre. C'est un tremplin pour que chaque élève aille ensuite dans une école privée ou publique, on ne les garde pas captifs chez nous. » « Ici plus qu'ailleurs, on crée les citoyens de demain en les aidant à révéler leur talent », ajoute son homologue de Poissy, Fabien Langlois.

Après une longue expérience dans l'Éducation nationale, comme enseignant et directeur, puis d'entrepreneur, ce père de quatre enfants a tout de suite adhéré au concept. « Lors de mes débuts en ZEP (zone d'éducation prioritaire) à Asnières (Hauts-de-Seine), j'ai vu débarquer une école Espérance banlieues et j'ai d'abord pris ça comme une concurrence. Mais en fait, le dispositif est complémentaire des écoles dites classiques. »

« Mes grands sont allés dans le public mais depuis, cela a changé. Le niveau est plus haut ici et les élèves sont bien encadrés, apprécie la maman d'un enfant de 6^e du Cours Charlemagne. Au niveau de la vie quotidienne, il apprend le respect des adultes et des valeurs, il est devenu plus sûr. » L'effort financier de 92 € mensuels ne semble pas lui peser : « Ce n'est pas beaucoup par rapport à ce que cela apporte. »

Aconfessionnelle et fréquentée à plus de 95 % par des familles musulmanes

« C'est comme une famille », se réjouit une autre maman de CM1. Ces mères sont unanimes : la religion catholique n'est pas présente à l'école, qui se veut « aconfessionnelle » et qui est fréquentée à plus de 95 % par des familles musulmanes. Mais des enseignements sur les trois religions monothéistes sont dispensés lors de cours d'éducation morale et civique. « Le drapeau ou la Marseillaise ne nous dérangent pas ! C'est une marque de respect pour le pays où vous êtes. On le faisait bien dans nos pays d'origine lorsqu'on était enfant », assurent-elles. « Cela peut déplaire à certains, qui font un amalgame avec la droite dure », a toutefois pu constater la première. « Beaucoup de nos élèves vivent dans un monde où on ne s'identifie pas trop à la France et parfois, ils ne se sentent pas français. On essaie de leur faire aimer la France », conclut le directeur. ■



DÉCRYPTAGE | Financement, formation, recrutement : comment s'organise ce réseau hors contrat

DANS TOUTE LA FRANCE, le réseau Espérance banlieues compte désormais 17 écoles dont cinq en Île-de-France : à Poissy, ouverte l'an dernier mais inaugurée vendredi 8 octobre, Sartrouville et Mantes-la-Jolie (Yvelines), à Argenteuil (Val-d'Oise) et à Asnières (Hauts-de-Seine). À la rentrée de septembre 2021, elles accueilleraient 926 élèves sur le territoire national, soit une augmentation de 20 % par rapport à la rentrée précédente et 12 classes supplémentaires ont ouvert leurs portes.

Tous ces établissements sont portés localement par des associations. « C'est un peu comme un réseau de franchises avec des règles communes et des fonctionnements duplicables », image Benoît de Longvilliers, le directeur du Cours Charlemagne à Argenteuil. Chaque association constitue son équipe, trouve des locaux, des financements et recrute directeurs et enseignants.

Dans ces communes, le réseau a bénéficié du soutien, au moins symbolique, des municipalités. À Argenteuil, la mairie (LR) loue ainsi le ter-

rain à l'association tandis que les bâtiments modulaires lui appartiennent. Idem à Poissy où le maire (DVD), Karl Olive, a accepté de louer les locaux partagés par le centre aéré du magnifique château de Villiers. « Le respect, les droits et les devoirs, les valeurs de la République, ça me parle, confirme l'édile. Mon souci est d'apporter le maximum d'offres aux Piscicacis et Espérance banlieues répond à un besoin dans ma commune. On ne parle pas de concurrence mais de complémentarité. »

Mécénat de grandes entreprises À Argenteuil, le Cours Charlemagne bénéficie de l'appui financier d'entreprises locales telles que Dassault, Givaudan, ERVOR, BMS, ELNO. À Poissy, c'est le groupe pharmaceutique Servier ou Engie. Au niveau national, La Fondation Bettencourt-Schueller ou BNP Paribas etc. investissent dans le réseau. Ces mécènes financent les écoles à 80 %. Ce qui leur vaut d'être taxées « d'écoles sponsorisées par le CAC 40 ». Mais le partenariat avec les entreprises ne



Le niveau est plus haut ici. Quant à la vie quotidienne, mon fils apprend le respect des adultes et des valeurs, il est devenu plus sûr.

LA MÈRE D'UN ENFANT DE 6^e DU COURS CHARLEMAGNE À ARGENTEUIL (95)



Dans les écoles Espérance banlieues, ici le Cours Charlemagne d'Argenteuil, dans le Val-d'Oise, l'uniforme est de rigueur.

s'arrête pas à des dons défiscalisés. Des collaborateurs du groupe d'immobilier Junot s'engagent, par exemple, en organisant des journées de découverte du patrimoine auprès des écoliers argenteuillais. Des subventions publiques de la préfecture de région et de la région Île-de-France sont aussi versées pour les activités périscolaires.

Des résultats « supérieurs à la moyenne nationale »

La formation des enseignants et la qualité de l'apprentissage ont aussi été pointées du doigt. Au Cours Charlemagne, les enseignants ont un niveau bac + 5 « dans n'importe quel domaine » et 25 % sont diplômés de l'Éducation nationale (contre 40 % pour l'ensemble du réseau). Ils ont bénéficié d'une formation l'été et sont suivis par un binôme tuteur. Au collège, un enseignant dispense le français et l'histoire, un autre les maths et les sciences et un troisième intervient pour l'anglais...

Les élèves du réseau passent en fin de CP les mêmes évaluations nationales que les écoliers de l'Éduca-

tion nationale en début de CE 1. Le réseau met en avant pour 2021 « des résultats supérieurs à la moyenne des réseaux d'éducation prioritaire, et également supérieurs à la moyenne nationale de tous les secteurs d'enseignement confondus en français et en mathématiques ». Ainsi, 98 % des élèves ont « une maîtrise satisfaisante » de la lecture des mots à voix haute, 97 % de l'écriture de syllabes dictées, 83 % du calcul mental et 61 % de la résolution de problèmes. Selon une enquête Ifop auprès de 300 familles du réseau, dévoilée en juin 2021, 98 % des parents d'élèves déclarent être satisfaits des écoles Espérance banlieues, 97 % des parents recommandent l'école à d'autres parents pour leur enfant et 98 % observent des progrès concrets.

Pour leurs dirigeants, ces écoles mettent en place plusieurs des mesures annoncées par le président de la République à Marseille (Bouches-du-Rhône) en septembre, en tant qu'« école du futur où le directeur choisit ses enseignants, où les microstructures sont privilégiées avec de petits effectifs pour une disponibilité des professeurs et un accompagnement personnalisé de leurs élèves ; où la confiance et le dialogue sont une priorité avec les familles, parents ; une école ouverte sur son environnement ». ■

JO. ET.S.C.

98 %

des parents d'élèves déclarent être satisfaits des écoles Espérance banlieues, selon une enquête Ifop

RÉACTIONS | « Un fonctionnement opaque et un enseignement réactionnaire »

VÉRONIQUE HOUTTEMANE, SECRÉTAIRE DU SYNDICAT ENSEIGNANT SNUIPP-FSU 95, S'OPPOSE À CE TYPE D'ÉTABLISSEMENTS



Cette année, les écoles du réseau Espérance banlieue (ici à Argenteuil, dans le Val-d'Oise) accueillent 926 élèves sur le territoire national, soit 20 % de plus qu'en 2020.

DÈS LEUR OUVERTURE EN 2012, les écoles du réseau Espérance banlieues ont essuyé les critiques. À Marseille (Bouches-du-Rhône), le Cours Ozanam, deuxième école privée hors contrat du réseau à avoir ouvert ses portes en 2014, a fait l'objet de plusieurs plaintes de parents pour « violence sur mineur », « non-assistance à personne mineure en danger » mais aussi « abus de confiance ». Malgré les dénégations du directeur, les faits étaient pris très au sérieux. Celle de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), la pionnière, a également été la cible d'attaques. Elle a fermé ses portes en 2020, faute de finances.

Le réseau Espérance banlieues rappelle : « À Marseille, la plainte a été classée sans suite. À Montfermeil, il n'y avait pas de structure associative. Il manquait de bénévoles et de financements. Ils n'ont pas forcément trouvé d'appuis locaux. » Pourtant Véronique Houttemane, secrétaire départementale du Snuipp-FSU 95, dénonce un fonctionnement « très opaque » des écoles Espérance banlieues. « On ne connaît que le discours national, qu'il s'agit d'un enseignement réactionnaire, dénonce-t-elle. Syndicalement, on ne peut que s'opposer à ce genre d'établissements. Apparemment quelques familles d'Argenteuil seraient attirées par ce discours, concède-t-elle, mais c'est

Au Cours la Galiote à Poissy (Yvelines), dernière école ouverte par le réseau Espérance banlieues, les enfants commencent la journée avec la levée du drapeau.



loin d'être massif. » « Ce qui nous agace, c'est le mécatat des grandes entreprises qui bénéficient de déductions fiscales. Si elles ont de l'argent, qu'elles le donnent à l'école publique qui en a besoin ! » lâche Philippe Renou, coprésident de la Fédération des conseils de parents d'élèves 95. Quant aux intervenants, « ils ont peut-être des compétences techniques mais ce ne sont pas des profs. Les enfants apprennent la soumission et le conformisme mais pas à réfléchir. Ils ont des lacunes quand ils reviennent dans le système classique. Ce sont des écoles hors contrat, elles font ce qu'elles veulent. »

Des contrôles renforcés

Depuis plusieurs années et notamment depuis la loi Gatel du 13 avril 2018, le nombre de contrôles réalisés auprès des établissements hors contrat a augmenté et ils ont été professionnalisés, avec des alertes en cas de dysfonctionnement. Depuis la rentrée 2020, tous les contrôles dans l'académie de Versailles (Yvelines, Val-d'Oise, Hauts-de-Seine et Essonne) sont inopinés. « Les établissements privés hors contrat font l'objet d'un contrôle lors de leur première année de fonctionnement. Ils font aussi l'objet d'un contrôle par des inspecteurs au minimum tous les cinq ans », signale le rectorat. Selon les écoles, cette fréquence est parfois bien plus restreinte. « Les établissements faisant l'objet d'un suivi particulier peuvent être contrôlés tous les ans tant au niveau du premier que du second degré », poursuit le rectorat, sans dévoiler toutefois si Espérance banlieues entre dans ce cas de figure.

Enfin, à la suite de la loi contre le « séparatisme » du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, « l'institution se verra en mesure de contrôler l'honorabilité de l'ensemble des personnels intervenants dans les écoles privées hors contrat ainsi que les sources de financement de ces écoles », ajoute le rectorat. ■

JO. ET.S.C.